ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intégration sociale, le 6 juin 1995, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "concernant l'octroi de l'aide sociale aux personnes de nationalité étrangère", et en ayant délibéré en ses séances des 11 août 1995, 11 septembre 1995 et 18 octobre 1995, a donné le 18 octobre 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 6 juni 1995 door de Minister van Maatschappelijke Integratie, verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de toekenning van maatschappelijke dienstverlening aan vreemdelingen", heeft zicht daarover beraden ter vergadering van 11 augustus 1995, 11 september 1995 en 18 oktober 1995, heeft op 18 oktober 1995 het volgend advies gegeven :

Observation générale.

Selon l'exposé des motifs joint à l'avant-projet, les modifications que celui-ci tend à apporter aux dispositions existantes "sont d'ordre technique et ne portent pas sur les principes qui fondent la législation actuelle (refus de l'aide sociale aux illégaux, plan de répartition)".

Il se peut que telle ait été l'intention des auteurs du texte. Mais alors la formulation de celui-ci a manifestement dépassé leur pensée, comme on va le voir par l'examen des articles et, en particulier, de l'article 1er.

Examen du texte.

Article 1er.

1. Le paragraphe 2, alinéa 1er, en projet opère une distinction entre deux catégories d'étrangers pour lesquels il limite la tâche du C.P.A.S. à l'octroi de l'aide médicale urgente : d'une part, celui "qui s'est déclaré réfugié et a demandé à être reconnu comme tel pour autant que sa demande d'asile ait été rejetée et qu'un ordre de quitter le territoire exécutoire lui ait été notifié"; d'autre part, "tout autre étranger qui séjourne illégalement dans le royaume".

Invité à préciser ce qu'il conviendrait d'entendre par "séjour illégal" pour l'application de cette disposition, un membre du cabinet du secrétaire d'Etat à la sécuri-

té, à l'intégration sociale et à l'environnement a fourni l'explication suivante :

"1. Het verschillende woordgebruik in het Frans in artikel 1 van het wetsontwerp en de toelichting bij artikel 1, met name "illégalement" (ontwerp) en "situation irrégulière" (toelichting); Conform de wetgeving op de verblijfsreglementering, kan hier telkens het woord "illégal" gebruikt worden.

2. In artikel 1 de zinsnede in het nieuwe artikel 57, § 2, eerste lid, tweede streepje "elke andere vreemdeling die onwettig in het Rijk verblijft" :

De toevoeging in het huidig artikel 57, § 2 ("en aan wie een definitief bevel is betekend om het grondgebied te verlaten") valt weg.

Het weglaten van deze bepaling heeft tot doel alle vreemdelingen te omvatten die geen geldige verblijfstitels kunnen voorleggen (m.a.w. onwettig in het land verblijven), ook als ze (nog) geen betekening gekregen hebben van een bevel om het land te verlaten (bv. er heeft geen betekening kunnen plaats vinden omwille van het gegeven dat ze niet gekend zijn door de bevoegde diensten omdat ze zich niet gehouden hebben aan de verplichting zich te laten registreren bij hun aankomst in België).

Het komt in de eerste plaats toe aan de vreemdeling het bewijs te leveren dat hij wettig in het land verblijft (voorlegging van de verblijfstitels). Het O.C.M.W. zal de voorgelegde documenten bekijken en bij twijfel omtrent de geldigheid ervan (of bij afwezigheid ervan) een beroep doen op de gemeente of de Dienst Vreemdelingenzaken die uitsluitsel kunnen geven over de verblijfssituatie van de betrokken vreemdeling".

Cette conception, qui assimile le séjour illégal au défaut de titre de séjour valable, confond le séjour illégal et le séjour irrégulier au sens de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

L'Office des étrangers a communiqué à ce sujet les informations reproduites ci-après :

"Objet : Définition des notions de séjour illégal et de séjour irrégulier dans le cadre de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Les notions de séjour illégal et de séjour irrégulier ne sont pas définies de façon expresse par la loi du 15 décembre 1980.

I. SEJOUR ILLEGAL.

Bien qu'ils ne définissent pas le concept, les articles 75 et 76 de la loi du 15 décembre 1980 érigent le séjour illégal en un délit : séjour illégal simple (article 75) et rupture de ban (article 76).

Le séjour illégal caractérise la situation de l'étranger qui se trouve sur le territoire belge et qui n'est ni autorisé ni admis à y séjourner, que ce soit dans le cadre d'un court séjour (trois mois maximum) ou d'un long séjour (plus de trois mois), ou à s'y établir.

Autrement dit, est en séjour illégal l'étranger qui ne peut se trouver en Belgique à aucun titre.

Il peut dès lors faire l'objet d'une mesure administrative d'éloignement du territoire (ordre de quitter le territoire, refus de séjour ou d'établissement, renvoi ou expulsion) et d'une condamnation pénale du chef de délit de séjour illégal.

II. SEJOUR IRREGULIER.

La notion de séjour irrégulier se distingue fondamentalement de celle de séjour illégal.

Bien qu'il n'utilise pas le terme de séjour irrégulier, l'article 79 de la loi du 15 décembre 1980 érige en contravention le fait pour un étranger de contrevenir aux articles 5, 12 ou 17 de la même loi,

qui imposent à l'étranger l'obligation de se faire inscrire à l'administration communale du lieu où il loge ou du lieu de sa résidence principale.

Le séjour irrégulier caractérise donc la situation de l'étranger qui, tout en se trouvant légalement en Belgique, contrevient à l'obligation d'inscription à l'administration communale et, par conséquent, n'est pas titulaire du document de séjour ou du titre de séjour ou d'établissement qui constate la légalité de sa présence dans le Royaume.

L'étranger en séjour irrégulier ne peut donc pas faire l'objet d'une mesure d'éloignement du territoire; il est uniquement passible d'une simple contravention.

## III. TRAVAUX PREPARATOIRES DE LA LOI DU 15 DECEMBRE 1980 ET DOCTRINE.

L'interprétation des notions de séjour illégal et de séjour irrégulier, présentée sous les points I et II, est suivie par l'Office des étrangers. Elle est en outre corroborée par les travaux préparatoires de la loi du 15 décembre 1980 et par la doctrine.

### A. Travaux préparatoires.

Pour le rapporteur au Sénat, S. MOUREAUX, "(...) l'article 79 crée une notion nouvelle de séjour irrégulier par opposition à la notion traditionnelle de séjour illégal, cette dernière n'étant maintenue que pour les infractions les plus graves alors que la notion de séjour irrégulier s'appliquerait désormais à toutes les infractions que l'on pourrait appeler d'ordre secondaire, telles que la non-détention des documents au moment d'une interpellation par la police ou la non-inscription aux registres de la population dans les délais prévus à l'article 5. Ces infractions baptisées de "séjour irrégulier" sont contraventionnalisées et ne peuvent donc plus faire l'objet de peines correctionnelles ni a fortiori bien sûr de détention préventive" (1).

---

(1) Annales parlementaires, Sénat 20 novembre 1980, p. 230.

B. Doctrine.

> Pour F. RIGAUX (1), "de l'article 79 qui prévoit une peine de simple police à charge de l'étranger qui contrevient aux articles 5, 12 ou 17, il est permis de déduire que le défaut de satisfaire aux obligations purement administratives qui y sont prévues et même la péremption des titres de séjour ou d'établissement ne constituent pas le délit de séjour illégal"".

En renonçant à faire dépendre l'application du régime dérogatoire qu'il prévoit de l'existence d'une décision d'éloignement du territoire dans le cas où l'étranger n'a pas demandé à être reconnu comme réfugié, l'article 1er de l'avant-projet crée entre étrangers, selon qu'ils ont ou non introduit une demande à cette fin, une différence de traitement pour laquelle aucun critère de distinction valable n'est proposé.

2. L'avant-projet ne fait pas apparaître clairement comment et par qui l'illégalité du séjour est constatée, avec les conséquences qui suivent de cette constatation sur l'octroi ou le maintien de l'aide sociale.

Selon la lettre du délégué du Secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement, l'étranger devrait établir lui-même la légalité de son séjour par des documents appropriés. Le C.P.A.S. examinerait ceux-ci et, en cas de doute sur leur validité ou encore si aucune pièce n'était produite, il en référerait à l'Office des étrangers.

---

(1) F. RIGAUX, "Vers un nouveau statut administratif pour les étrangers - La loi du 15 décembre 1980", J.T., 1981, p. 112.

Ce commentaire se concilie mal avec celui de l'exposé des motifs, selon lequel, par application de l'article 1er, "le centre public d'aide sociale ne devra plus dénoncer les refus de départ" car "de telles dénonciations sont considérées comme antinomiques avec le rôle normal d'un travailleur social". Par ailleurs, l'établissement par l'étranger lui-même de la légalité de son séjour exigerait de lui une preuve impossible dans tous les cas où, bien qu'il soit dépourvu de titre de séjour, son séjour est simplement irrégulier et non illégal. Enfin, confier à chaque centre public d'aide sociale le soin d'apprécier la légalité du séjour, comme le précise l'exposé des motifs plus nettement que ne le fait le texte lui-même, risque de provoquer des divergences dans l'application de la loi, les centres les plus démunis étant exposés naturellement à la tentation d'interpréter restrictivement la loi mais aussi les documents produits par les demandeurs d'aide sociale (1). Pour ces raisons, et aussi pour des motifs de cohérence interne de la loi du 8 juillet 1976 dont l'article 1er fait de l'aide sociale un droit, le Conseil d'Etat est d'avis que la maîtrise de l'ensemble du système devrait être laissée à l'Office des étrangers. A l'égard d'un étranger en séjour illégal, l'Office peut prendre une mesure d'éloignement, mais il peut aussi s'en abstenir. Si, par exemple, le séjour cesse d'être illégal parce que le ministre a fait application de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 ou encore, comme il arrive fréquemment, parce que l'Office des étrangers s'est abstenu de prendre la mesure d'éloignement pour des raisons humanitaires ou d'exécuter une mesure déjà prise, en prolongeant de mois en mois le délai qui figure sur un ordre de quitter le

---

(1) Il est à craindre que ce déplacement de la décision vers les centres publics d'aide sociale entraîne un accroissement du nombre des recours et, par suite, une surcharge des juridictions du travail.

territoire, l'étranger qui en fait l'objet n'en a pas moins droit à l'aide sociale durant ces prolongations. Certes, l'alinéa 4, b, du paragraphe 2 en projet envisage une telle situation, mais seulement comme une exception à la règle portée par l'alinéa 3, alors que ce devrait être une simple application particulière d'une mesure préalable d'éloignement.

Il suit de ces observations que l'article 1er de l'avant-projet doit être fondamentalement revu (1).

Articles 2 et 4.

Ainsi qu'il ressort de l'article 23 de la Constitution, le droit à l'aide sociale, spécialement visé en son alinéa 3, 2°, est de ceux qu'il incombe au législateur de garantir, en tenant compte des obligations correspondantes.

---

(1) Il va de soi que, dans l'article 57 actuellement en vigueur, l'adjectif "définitif" doit être remplacé par "exécutoire", de façon à éviter une interprétation de certaines juridictions du travail qui ne reconnaissent pas le caractère définitif d'une mesure d'éloignement aussi longtemps que le Conseil d'Etat ne s'est pas prononcé sur la demande d'annulation de cette mesure. Sans doute la Cour de cassation vient-elle, dans un arrêt rendu le 4 septembre 1995, en cause Etat belge c/GENCASLAN et Centre public d'aide sociale de Herstal, de décider que "l'ordre de quitter le territoire est définitif au sens de l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 lorsqu'il ne peut plus faire l'objet d'un recours suspensif devant une autorité administrative ou devant le Conseil d'Etat et non pas ... lorsqu'il n'est plus susceptible d'aucun recours devant une autorité ou juridiction quelconque appelée à statuer en matière de droit des étrangers" (inédit). Il n'est cependant pas mauvais que cette jurisprudence soit consacrée par une disposition législative dénuée de toute ambiguïté.

Conformément à son alinéa 2, la loi, le décret ou l'ordonnance, selon le cas, détermine les conditions d'exercice de ce droit.

La disposition en projet à l'article 2, 2°, se présente comme dérogatoire par rapport à l'article 57, § 1er, de la loi organique du 8 juillet 1976; selon le commentaire de l'article 2 dans l'exposé des motifs, elle établirait également une dérogation à l'article 1er, alinéa 2, de cette loi, qui dispose comme suit :

> "Il est créé des centres publics d'aide sociale qui, dans les conditions déterminées par la présente loi, ont pour mission d'assurer"

l'aide visée à l'alinéa précédent, selon lequel

> "Toute personne a droit à l'aide sociale. Celle-ci a pour but de permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine".

Cependant, pour satisfaire à l'article 23 de la Constitution, les articles 2 et 4 de l'avant-projet devraient être complétés de manière à fixer les principes et les modalités d'une aide permettant aux intéressés de mener une vie conforme à la dignité humaine.

Enfin, le nouvel article 57ter, alinéa 2, devra, le moment venu, tenir compte de la modification que le projet examiné par le Conseil d'Etat sous le n° L. 24.594/2/V tend à apporter l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 en introduisant, à côté de la notion de "lieu obligatoire d'inscription (article 54, § 1er, actuel),

celle de "résidence principale dans un lieu déterminé (article 54, § 3, en projet).

Observations finales.

1. Le projet de loi devra, conformément à l'article 83 de la Constitution, préciser, dans une disposition liminaire, qu'il règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

2. Le texte néerlandais de l'avant-projet de loi laisse beaucoup à désirer. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

---

Algemene opmerking.

Volgens de memorie van toelichting die bij het voorontwerp is gevoegd, zijn de wijzigingen die het in de bestaande bepalingen beoogt aan te brengen "technische aanpassingen die de grondbeginselen van de huidige wetgeving geenszins aantasten (weigering van sociale dienstverlening aan illegalen, spreidingsplan)".

Zulks kan allicht de bedoeling geweest zijn van de stellers van het ontwerp, doch in dat geval gaat de tekst kennelijk verder dan hun voornemen, zoals zal blijken bij het onderzoek van de artikelen, inzonderheid van artikel 1.

Onderzoek van de tekst.

Artikel 1.

1. De ontworpen paragraaf 2, eerste lid, maakt een onderscheid tussen twee categorieën vreemdelingen waarvoor de taak van het OCMW beperkt wordt tot het verlenen van dringende medische hulp, enerzijds degene "die zich vluchteling heeft verklaard en heeft gevraagd om als dusdanig te worden erkend, maar van wie de asielaanvraag werd geweigerd en aan wie een uitvoerbaar bevel om het grondgebied te verlaten werd betekend", en anderzijds "elke andere vreemdeling die onwettig in het Rijk verblijft".

Op de vraag wat voor de toepassing van deze bepaling behoort te worden verstaan onder "onwettig ver-

blijf", heeft een lid van het kabinet van de Staatssecretaris voor Veiligheid, Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu de volgende uitleg verstrekt :

> "1. Het verschillende woordgebruik in het Frans in artikel 1 van het wetsontwerp en de toelichting bij artikel 1, met name "illégalement" (ontwerp) en "situation irrégulière" (toelichting); Conform de wetgeving op de verblijfsreglementering, kan hier telkens het woord "illégal" gebruikt worden.
>
> 2. In artikel 1 de zinsnede in het nieuwe artikel 57, § 2, eerste lid, tweede streepje "elke andere vreemdeling die onwettig in het Rijk verblijft" :
>
> De toevoeging in het huidig artikel 57, § 2 ("en aan wie een definitief bevel is betekend om het grondgebied te verlaten") valt weg.
>
> Het weglaten van deze bepaling heeft tot doel alle vreemdelingen te omvatten die geen geldige verblijfstitels kunnen voorleggen (m.a.w. onwettig in het land verblijven), ook als ze (nog) geen betekening gekregen hebben van een bevel om het land te verlaten (bv. er heeft geen betekening kunnen plaats vinden omwille van het gegeven dat ze niet gekend zijn door de bevoegde diensten omdat ze zich niet gehouden hebben aan de verplichting zich te laten registreren bij hun aankomst in België).
>
> Het komt in de eerste plaats toe aan de vreemdeling het bewijs te leveren dat hij wettig in het land verblijft (voorlegging van de verblijfstitels). Het O.C.M.W. zal de voorgelegde documenten bekijken en bij twijfel omtrent de geldigheid ervan (of bij afwezigheid ervan) een beroep doen op de gemeente of de Dienst Vreemdelingenzaken die uitsluitsel kunnen geven over de verblijfssituatie van de betrokken vreemdeling".

Deze opvatting, waarbij het onwettige verblijf gelijkgesteld wordt met de ontstentenis van een geldige verblijfsvergunning, verwart het onwettige verblijf met het

onregelmatige verblijf in de zin van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

De dienst vreemdelingenzaken heeft in dit verband de volgende inlichtingen medegedeeld :

"Objet : Définition des notions de séjour illégal et de séjour irrégulier dans le cadre de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Les notions de séjour illégal et de séjour irrégulier ne sont pas définies de façon expresse par la loi du 15 décembre 1980.

I. SEJOUR ILLEGAL.

Bien qu'ils ne définissent pas le concept, les articles 75 et 76 de la loi du 15 décembre 1980 érigent le séjour illégal en un délit : séjour illégal simple (article 75) et rupture de ban (article 76).

Le séjour illégal caractérise la situation de l'étranger qui se trouve sur le territoire belge et qui n'est ni autorisé ni admis à y séjourner, que ce soit dans le cadre d'un court séjour (trois mois maximum) ou d'un long séjour (plus de trois mois), ou à s'y établir.

Autrement dit, est en séjour illégal l'étranger qui ne peut se trouver en Belgique à aucun titre.

Il peut dès lors faire l'objet d'une mesure administrative d'éloignement du territoire (ordre de quitter le territoire, refus de séjour ou d'établissement, renvoi ou expulsion) et d'une condamnation pénale du chef de délit de séjour illégal.

II. SEJOUR IRREGULIER.

La notion de séjour irrégulier se distingue fondamentalement de celle de séjour illégal.

Bien qu'il n'utilise pas le terme de séjour irrégulier, l'article 79 de la loi du 15 décembre 1980 érige en contravention le fait pour un étranger de contrevenir aux articles 5, 12 ou 17 de la même loi, qui imposent à l'étranger l'obligation de se faire inscrire à l'administration communale du lieu où il loge ou du lieu de sa résidence principale.

Le séjour irrégulier caractérise donc la situation de l'étranger qui, tout en se trouvant légalement en Belgique, contrevient à l'obligation d'inscription à l'administration communale et, par conséquent, n'est pas titulaire du document de séjour ou du titre de séjour ou d'établissement qui constate la légalité de sa présence dans le Royaume.

L'étranger en séjour irrégulier ne peut donc pas faire l'objet d'une mesure d'éloignement du territoire; il est uniquement passible d'une simple contravention.

III. TRAVAUX PREPARATOIRES DE LA LOI DU 15 DECEMBRE 1980 ET DOCTRINE.

L'interprétation des notions de séjour illégal et de séjour irrégulier, présentée sous les points I et II, est suivie par l'Office des étrangers. Elle est en outre corroborée par les travaux préparatoires de la loi du 15 décembre 1980 et par la doctrine.

A. Travaux préparatoires.

Pour le rapporteur au Sénat, S. MOUREAUX, "(...) l'article 79 crée une notion nouvelle de séjour irrégulier par opposition à la notion traditionnelle de séjour illégal, cette dernière n'étant maintenue que pour les infractions les plus graves alors que la notion de séjour irrégulier s'appliquerait désormais à toutes les infractions que l'on pourrait appeler

> d'ordre secondaire, telles que la non-détention des documents au moment d'une interpellation par la police ou la non-inscription aux registres de la population dans les délais prévus à l'article 5. Ces infractions baptisées de "séjour irrégulier" sont contraventionnalisées et ne peuvent donc plus faire l'objet de peines correctionnelles ni a fortiori bien sûr de détention préventive" (1).

B. Doctrine.

> Pour F. RIGAUX (2), "de l'article 79 qui prévoit une peine de simple police à charge de l'étranger qui contrevient aux articles 5, 12 ou 17, il est permis de déduire que le défaut de satisfaire aux obligations purement administratives qui y sont prévues et même la péremption des titres de séjour ou d'établissement ne constituent pas le délit de séjour illégal"".

Doordat artikel 1 van het voorontwerp de toepassing van de erin voorgeschreven afwijkende regeling niet doet afhangen van het bestaan van een beslissing tot verwijdering van het grondgebied in het geval dat de vreemdeling niet gevraagd heeft als vluchteling te worden erkend, voert het onder de vreemdelingen, naargelang dezen daartoe al dan niet een aanvraag hebben ingediend, een verschillende behandeling in waarvoor geen enkele deugdelijke maatstaf van onderscheid wordt voorgesteld.

2. Uit het voorontwerp blijkt niet duidelijk hoe en door wie de onwettigheid van het verblijf wordt vastge-

---

(1) Annales parlementaires, Sénat 20 novembre 1980, p. 230.

(2) F. RIGAUX, "Vers un nouveau statut administratif pour les étrangers - La loi du 15 décembre 1980", J.T., 1981, p. 112.

steld, met alle gevolgen die deze vaststelling heeft op de toekenning of het behoud van de maatschappelijke dienstverlening.

Volgens de brief van de gemachtigde van de Staatssecretaris voor Veiligheid, Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu moet de vreemdeling zelf de wettigheid van zijn verblijf aantonen door middel van de gepaste stukken. Het OCMW zou die stukken dan onderzoeken, en in geval van twijfel omtrent de geldigheid ervan of indien geen enkel stuk wordt overgelegd, zou het zich wenden tot de dienst vreemdelingenzaken.

Deze commentaar verdraagt zich moeilijk met die in de memorie van toelichting, naar luid waarvan met toepassing van artikel 1 "de OCMW's de weigering tot vertrek niet langer (moeten) aangeven", daar "dergelijke aangiften (...) strijdig (zijn) met de normale activiteiten van een maatschappelijk werker". Indien bovendien de vreemdeling zelf de wettigheid van zijn verblijf moet aantonen, zou van hem een bewijs worden geëist dat onmogelijk is in alle gevallen waarin, ofschoon hij geen verblijfsvergunning heeft, zijn verblijf louter onregelmatig is, doch niet onwettig. Indien ten slotte aan ieder openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de taak wordt overgelaten om te oordelen over de wettigheid van het verblijf, zoals in de memorie van toelichting duidelijker wordt gesteld dan in de eigenlijke tekst, dreigt het gevaar dat de wet verschillend wordt toegepast, met dien verstande dat de minder gegoede centra uit de aard der zaak geneigd kunnen zijn om niet alleen de wet, doch ook de stukken overgelegd door de aanvragers van maatschappelijke dienstverlening restrictiever te interpre-

teren (1). Om die redenen, en ook om redenen van interne samenhang van de wet van 8 juli 1976, waarvan artikel 1 maatschappelijke dienstverlening tot een recht verheft, is de Raad van State van oordeel dat de controle over de regeling in haar geheel aan de dienst vreemdelingenzaken behoort te worden overgelaten. De dienst vreemdelingenzaken kan ten aanzien van een vreemdeling die onwettig in het land verblijft een verwijderingsmaatregel treffen, doch hij kan ook nalaten zulks te doen. Indien bijvoorbeeld het verblijf ophoudt onwettig te zijn omdat de minister artikel 9 van de wet van 15 december 1980 heeft toegepast, of nog, wat vaak het geval is, omdat de dienst vreemdelingenzaken om humanitaire redenen ervan afgezien heeft de verwijderingsmaatregel te treffen of een reeds genomen maatregel uit te voeren, door van maand tot maand de termijn te verlengen die voorkomt op een bevel om het grondgebied te verlaten, heeft de vreemdeling ten aanzien van wie zulk een beslissing genomen wordt, tijdens die verlengingen niettemin recht op maatschappelijke dienstverlening. De ontworpen paragraaf 2, vierde lid, b, voorziet weliswaar in zulk een situatie, doch alleen bij wijze van uitzondering op het bepaalde in het derde lid, terwijl het louter om een bijzondere toepassing van een voorafgaande verwijderingsmaatregel dient te gaan.

---

(1) Te vrezen valt dat indien de beslissingsbevoegdheid naar de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt doorgeschoven, zulks tot een toename van het aantal beroepen zal leiden, en bij wijze van gevolg tot een overbelasting van de arbeidsgerechten.

Uit die opmerkingen vloeit voort dat artikel 1 van het voorontwerp grondig moet worden herzien (1).

Artikelen 2 en 4.

Zoals blijkt uit artikel 23 van de Grondwet, is het recht op sociale bijstand, waarvan uitdrukkelijk sprake is in het derde lid, 2°, één van de rechten die de wetgever dient te waarborgen, rekening houdend met de overeenkomstige plichten.

Overeenkomstig het tweede lid van het voornoemde artikel 23 bepaalt de wet, het decreet of de ordonnantie, naargelang van het geval, de voorwaarden voor de uitoefening van dat recht.

---

(1) Het spreekt vanzelf dat in het thans van kracht zijnde artikel 57 het adjectief "definitief" moet worden vervangen door het woord "uitvoerbaar", teneinde een bepaalde interpretatie van sommige arbeidsgerechten uit te sluiten, die van oordeel zijn dat een verwijderingsmaatregel niet definitief is zolang de Raad van State zich niet heeft uitgesproken over een vordering tot nietigverklaring van die maatregel. Het Hof van Cassatie heeft weliswaar in een arrest, gewezen op 4 september 1995, in zake de Belgische Staat tegen GENCASLAN en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van Herstal, kortelings beslist : "... l'ordre de quitter le territoire est définitif au sens de l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 lorsqu'il ne peut plus faire l'objet d'un recours suspensif devant une autorité administrative ou devant le Conseil d'Etat et non pas ... lorsqu'il n'est plus susceptible d'aucun recours devant une autorité ou juridiction quelconque appelée à statuer en matière de droit des étrangers" (nog niet gepubliceerd), doch het is raadzaam dat deze rechtspraak vastgelegd wordt door een wetsbepaling die iedere dubbelzinnigheid wegneemt.

De in artikel 2, 2°, ontworpen bepaling dient zich aan als een afwijking van het bepaalde in artikel 57, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976; volgens de commentaar op artikel 2 in de memorie van toelichting zou die bepaling eveneens voorzien in een afwijking van artikel 1, tweede lid, van die wet, dat bepaalt :

> "Er worden openbare centra voor maatschappelijk welzijn opgericht die, onder de door deze wet bepaalde voorwaarden, tot opdracht hebben deze dienstverlening te verzekeren",

te weten de dienstverlening waarvan sprake is in het eerste lid, dat voorschrijft :

> "Elke persoon heeft recht op maatschappelijke dienstverlening. Deze heeft tot doel een ieder in de mogelijkheid te stellen een leven te leiden dat beantwoordt aan de menselijke waardigheid".

Teneinde te voldoen aan artikel 23 van de Grondwet moeten de artikelen 2 en 4 van het voorontwerp echter aldus worden aangevuld dat ze de beginselen en de nadere regels vastleggen van een dienstverlening die de betrokkenen in staat stelt een leven te leiden dat beantwoordt aan de menselijke waardigheid.

Ten slotte moet het nieuwe artikel 57ter, tweede lid, te gelegener tijd rekening houden met de wijziging die het door de Raad van State onder nr. L. 24.594/2/V onderzochte ontwerp beoogt aan te brengen in artikel 54 van de wet van 15 december 1980, door de invoering, naast het begrip "verplichte plaats van inschrijving" (huidige artikel 54, § 1), van het begrip "hoofdverblijfplaats in een bepaalde plaats" (ontworpen artikel 54, § 3).

Slotopmerkingen.

1. Het ontwerp van wet moet overeenkomstig artikel 83 van de Grondwet in een inleidende bepaling preciseren dat een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet wordt geregeld.

2. De Nederlandse tekst van het voorontwerp laat zeer te wensen over. Zo worden in de tekst van het voorontwerp en in de memorie van toelichting bij het voorontwerp de termen "maatschappelijke dienstverlening", "sociale dienstverlening" en "sociale hulpverlening" gebruikt. Conform de terminologie die wordt gebruikt in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, schrijve men overal in de tekst "maatschappelijke dienstverlening". In artikel 2 schrijve men bijvoorbeeld "met toepassing van", "op verzoek van", "aangewezen", "alleen daar maatschappelijke dienstverlening verkrijgen", "door Hem" en "toepasbaar ... op" in plaats van "bij toepassing van", "op vraag van", "aangeduid", "slechts daar sociale steun verkrijgen", "door hem" en "toepasbaar ... voor". In artikel 3 schrijve men "effectief" en "overzenden" in plaats van "effektief" en "overmaken". In artikel 4 schrijve men "gelast", "volgens de bij overeenkomst vastgelegde regels", "kalenderjaar", "lid", "uiterlijk" en "categorieën" in plaats van "belast", "volgens de vastgestelde modaliteiten bij contract", "burgerlijk jaar", "alinea", "ten laatste" en "kategorieën". Bovendien is onvoldoende rekening gehouden met de voorschriften inzake wetgevingstechniek.

---

La chambre était composée de :

Messieurs P. TAPIE,
de Heren

Y. KREINS,
P. HANSE,

P. GOTHOT,

J.-M. FAVRESSE,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit :

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, président de chambre.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, kamervoorzitter.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. BAUWENS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. BAUWENS, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.